

21

NOV

2017



# Environnement & Mobilité

Quelle concertation sociale  
dans les entreprises wallonnes ?

# Programme

- >>> 9 h **Accueil** des participants : Marc Becker, Secrétaire national CSC, Anne-Marie Andrusyszyn, Directrice du CEPAG, Christian Lochet, Secrétaire régional wallon CGSLB
- >>> 9 h 30 **Introduction** : André Melin, Chef de Cabinet adjoint du Ministre Carlo Di Antonio
- >>> 9 h 45 Présentation des **résultats** de l'enquête menée auprès des délégations syndicales  
**Témoignages** de délégués syndicaux
- >>> 10 h 45 Pause
- >>> 11 h Réactions du **panel** d'experts
- >>> 12 h 15 **Débat** avec la salle
- >>> 12 h 45 Dîner
- >>> 14 h Travail en **ateliers**
- >>> 15 h Pause
- >>> 15 h 15 **Retour** des ateliers et **conclusions**

# Introduction

>>> **Allocution** d'André Melin, Chef de Cabinet adjoint de Monsieur **Carlo Di Antonio**, Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings

# Résultats et témoignages de délégué.e.s

- >>> **Bénédicte Vellande**, cellules RISE et Mobilité (FEC/CSC)
  - > Témoignage de **Marc Dodion**, délégué FGTTB chez Hesbaye Frost
- >>> **Julie Rigo**, cellules RISE et Mobilité (CEPAG/FGTTB)
  - > Témoignage de **Christine Silvestre**, déléguée CSC chez CHC Heusy
- >>> **Charline Wandji**, cellule Prepart (BdS/CGSLB)
  - > Témoignage de **Jean-Louis Clette**, délégué CGSLB chez AXA

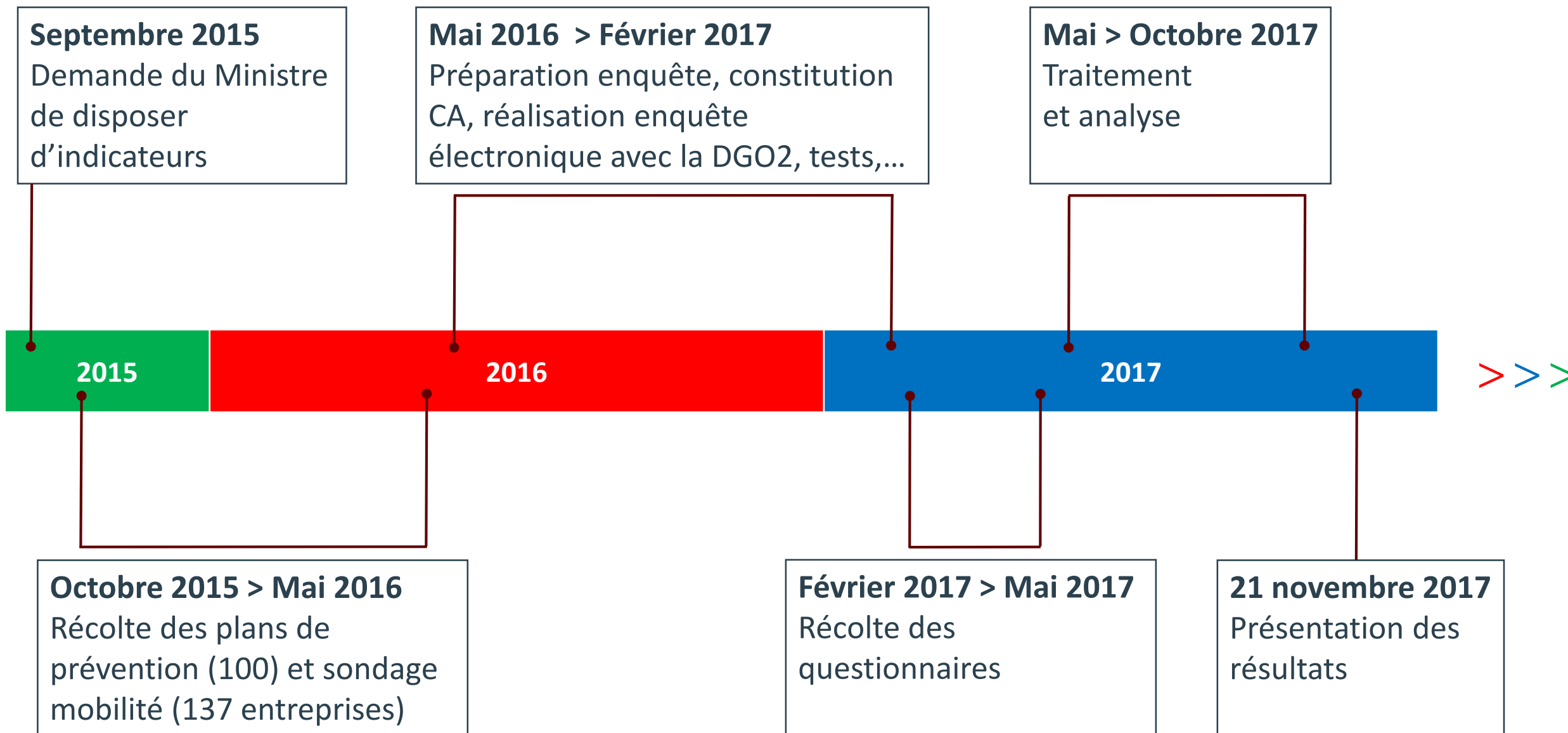
# Résultats

>>> **Bénédicte Vellande**, cellules RISE et Mobilité de la (FEC/CSC)

## **La concertation sociale sur l'environnement et la mobilité**

- > Rétroactes
- > Objectifs
- > Méthodologie
- > Population d'enquête : répartition géographique
- > Population d'enquête : taille des entreprises
- > Population d'enquête : secteurs
- > Synthèse

# 1. Rétroactes



## 2. Objectifs

- > Analyser la concertation sociale sur les thèmes **environnement** et **mobilité** dans les entreprises wallonnes de plus de 50 personnes
  - Quelles caractéristiques (fréquence, thèmes,..) ?
  - Quels liens avec la politique wallonne (DPR) ?
  - Quelles bonnes pratiques ?
- > Identifier des opportunités d'actions pour une trentaine d'entreprises (2018)

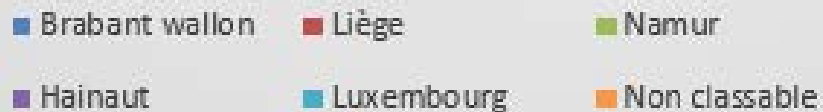
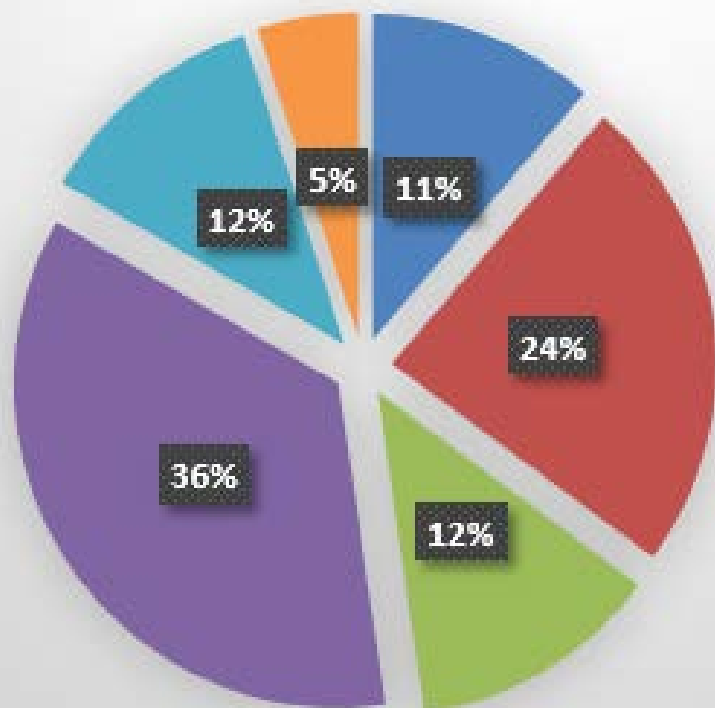
# 3. Méthodologie

- > Détermination des objectifs
- > Population d'enquête et échantillon : délégations des travailleurs des entreprises de plus de 50 personnes ayant leur siège en Wallonie (public et privé) :
  - minimum 200 entreprises sur les 1 561 répertoriées par l'ONSS
- > Création d'un comité d'accompagnement : cellules syndicales des 3 organisations + FTU + IWEPS :
  - pour clarifier la démarche, préciser le processus, aider à la formulation des questions, aide au choix de l'administration du questionnaire, à l'interprétation des résultats

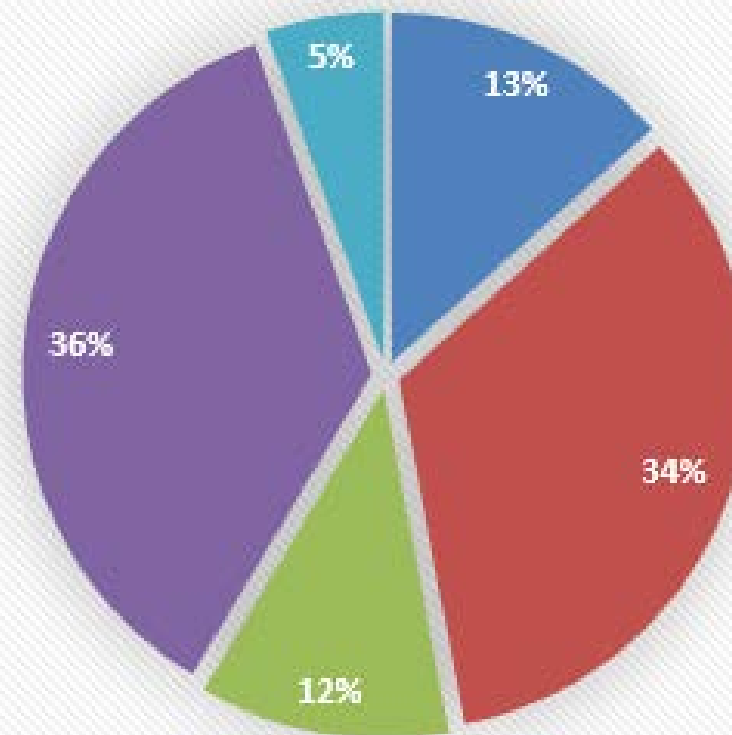


# 4. Population d'enquête : répartition géographique

## Echantillon d'enquête

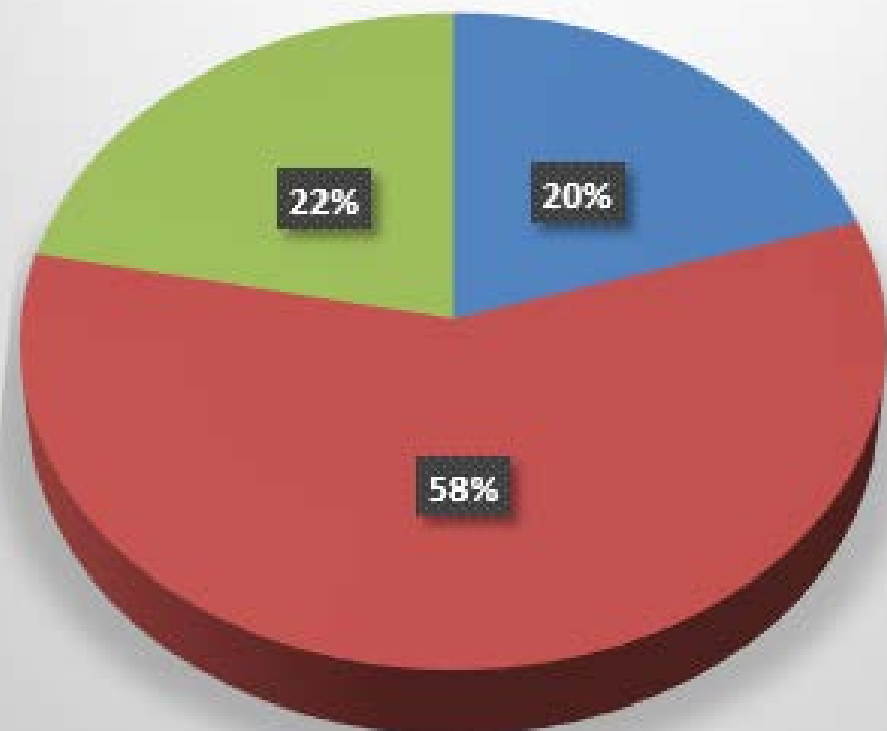


## Données ONSS- 2016



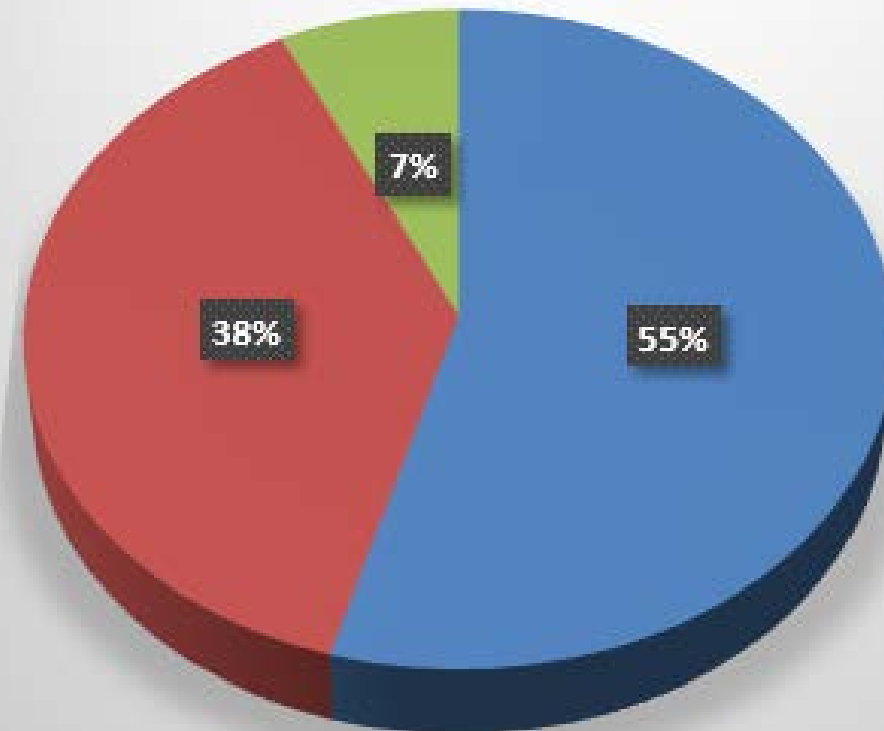
## 5. Population d'enquête : taille des entreprises

Echantillon d'enquête



■ 50-99 ■ 100-499 ■ >500

Données ONSS-2016



■ 50-99 ■ 100-499 ■ >500

## 6. Population d'enquête : secteurs

| Secteur d'activité                                   | Nb  | %        |
|--|-----|----------|
| Alimentation   | 22  | 9,21 %   |
| Banques et assurances                                | 2   | 0,84 %   |
| Bois/carrière/papier                                 | 5   | 2,09 %   |
| Associatif   | 10  | 4,18 %   |
| Céramique/briqueterie/verre                          | 6   | 2,51 %   |
| Chimie   | 26  | 10,88 %  |
| Cimenterie   | 2   | 0,84 %   |
| Commerce de détail                                   | 7   | 2,93 %   |
| Construction bâtiment                                | 7   | 2,93 %   |
| Construction métallique, mécanique et électrique     | 24  | 10,04 %  |
| Enseignement   | 5   | 2,09 %   |
| Garages  | 3   | 1,26 %   |
| Gaz électricité                                      | 2   | 0,84 %   |
| Grands magasins                                      | 7   | 2,93 %   |
| Hôtellerie   | 4   | 1,67 %   |
| Imprimerie   | 4   | 1,67 %   |
| Secteur public y compris transport de personne       | 11  | 4,60 %   |
| Services aux grandes entreprises et aux particuliers | 27  | 11,30 %  |
| Sidérurgie   | 6   | 2,51 %   |
| Soins aux personnes                                  | 10  | 4,18 %   |
| Soins de santé                                       | 19  | 7,95 %   |
| Transport de marchandises et logistique              | 15  | 6,28 %   |
| Textile  | 3   | 1,26 %   |
| Travail adapté                                       | 10  | 4,18 %   |
| Autre  | 2   | 0,84 %   |
| Total :  | 239 | 100,00 % |

# 7. Synthèse

- > Une enquête par questionnaire auprès des délégations des 3 organisations syndicales
- > 239 questionnaires exploitables sur 474 récoltés
- > Environ 15 % des entreprises de plus de 50 travailleurs ayant un siège en Wallonie
- > Tous secteurs confondus
- > Certains items mesurent la perception des délégués



# Témoignage

>>> **Marc Dodion**  
Délégué FGTB chez Hesbaye Frost

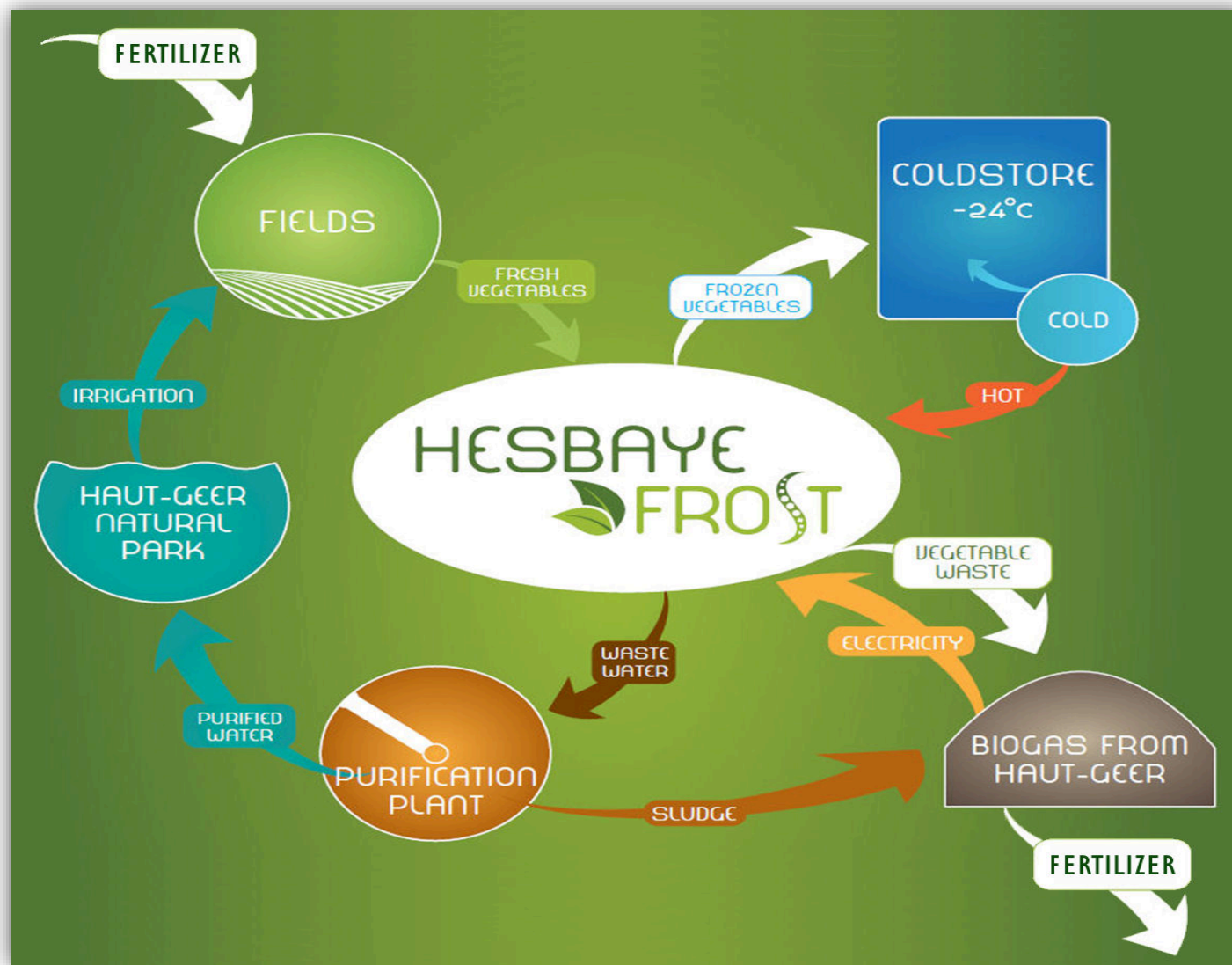
HESBAYE  
FROST



ADIGEED  
ALIGEER

HESBAYE  
FROST

# L'énergie par la synergie



# Réserve naturelle du Haut-Geer







- Irrigation au départ des bassins à destination des champs supplémentaires
- Inventaire de la faune et de la flore

- Analyse de la qualité de l'eau
- Développement de zones dites « silencieuses »
- Création de sentiers pédestres pour le public
- Réintroduction de la Panure à moustaches
- Introduction du mouton de Soay

## Planète : 100 % durable



Le profil durable d'Hesbaye Frost s'exprime également à travers des projets plus modestes comme l'installation d'un hôtel à insectes, la production de miel sur le site ou l'entretien des berges de la réserve naturelle par des moutons grâce aux partenaires locaux

- > Un Hesbignon pour la réalisation de l'hôtel à insectes
- > Un apiculteur voisin pour le miel et un agriculteur de Geer qui place ses moutons dans la réserve



## Les délégués syndicaux acteurs en matière d'environnement

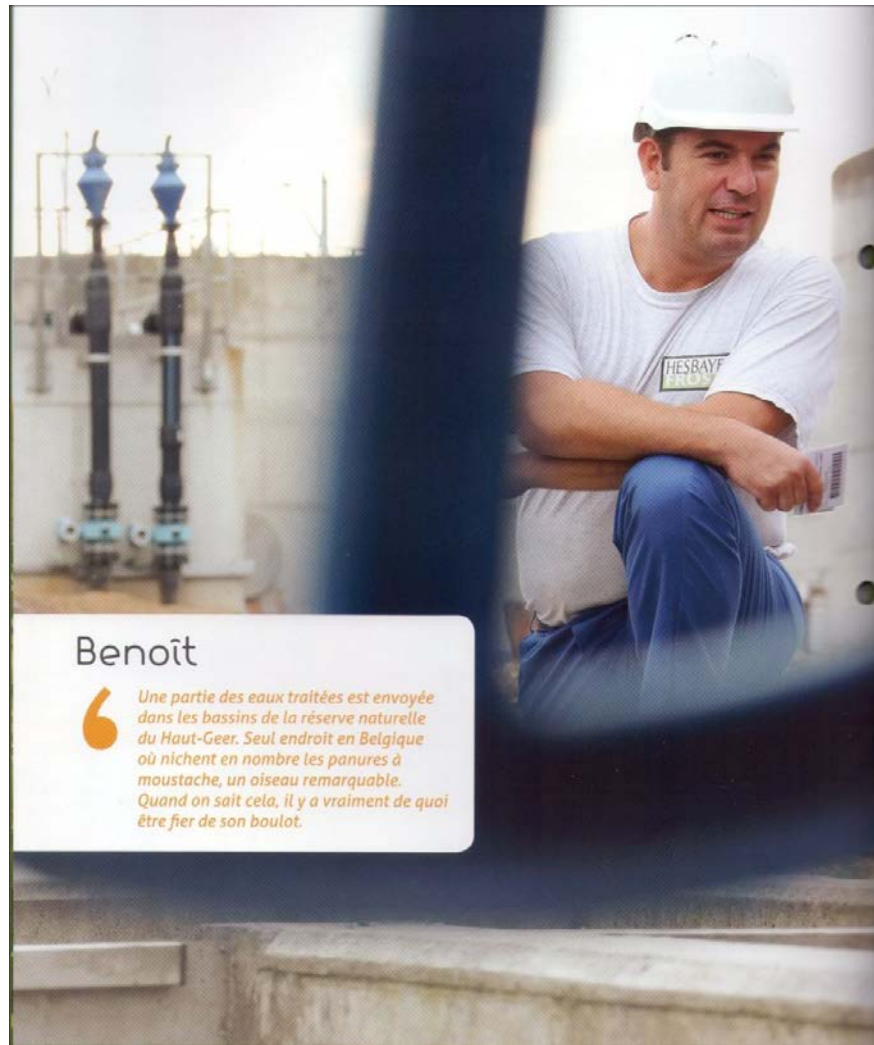
La volonté d'Hesbaye Frost, du groupe Ardo, de mettre un point d'honneur à employer des méthodes écologiques et socialement responsables, permet et facilite le dialogue syndical en matière de respect de l'environnement.

La délégation bien représentée dans tous les secteurs d'activités de la société nous donne une force pour conseiller, alerter ou informer sur les évolutions à apporter.

Par exemple, nous avons comme gestionnaire de la station d'épuration un délégué syndical ouvrier :

- > mandaté au conseil d'entreprise, il est acteur direct sur les questions sur l'environnement
- > c'est aussi lui qui a en charge la surveillance des bassins du haut Geer et le dialogue avec Natagora pour la gestion du site

# Les délégués syndicaux acteurs en matière d'environnement



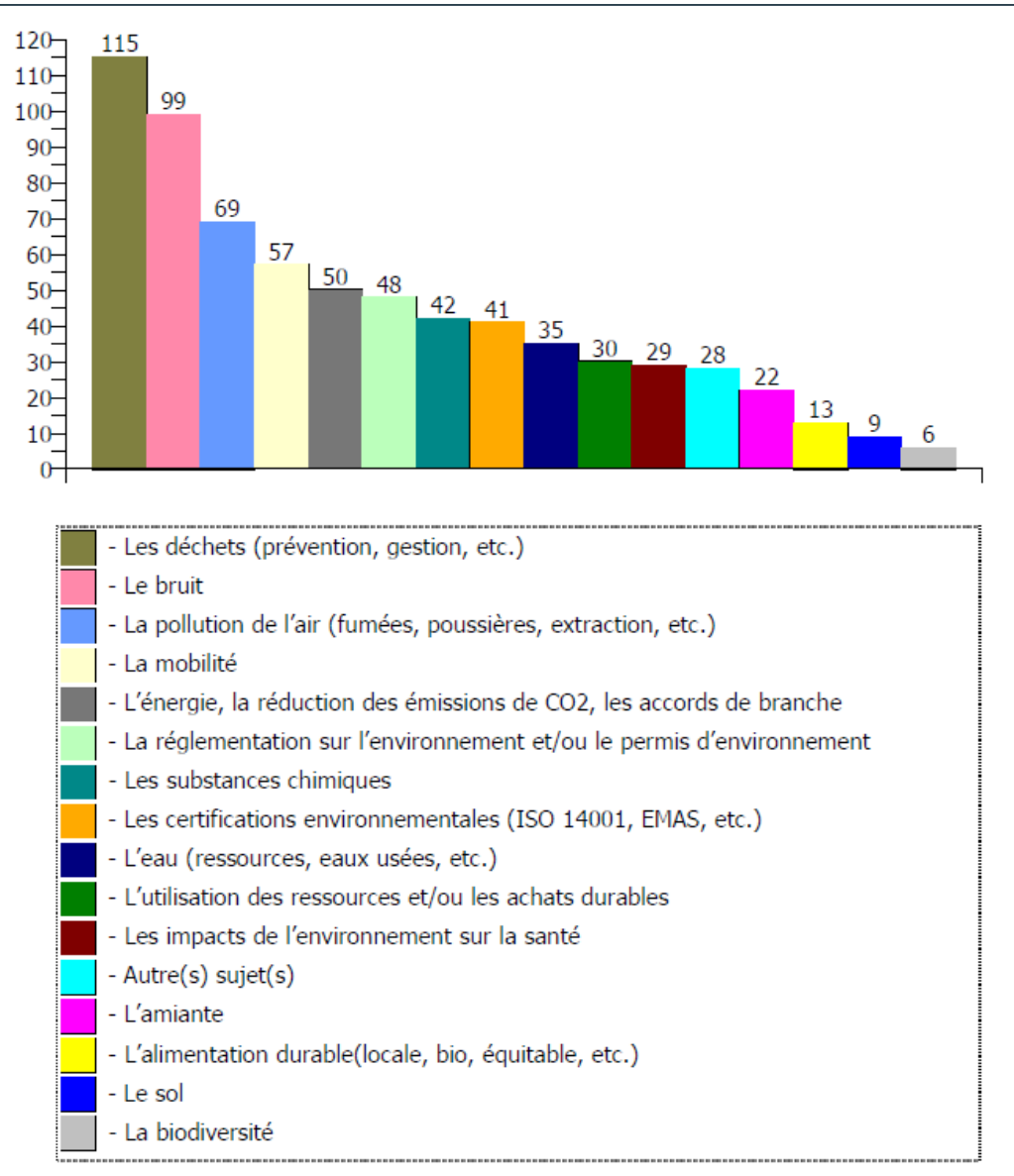
# Résultats

>>> **Julie Rigo**, cellules RISE et Mobilité (CEPAG/FGTB)

## **La concertation sociale sur l'environnement et la mobilité**

- > Sur quels thèmes porte-t-elle ?
- > Quels en sont les acteurs ?
- > Qui prend l'initiative ?
- > Où se déroule-t-elle ?
- > A quelle fréquence ?
- > Les facteurs stimulants
- > Les freins

# 1. Sur quels thèmes porte-t-elle ?



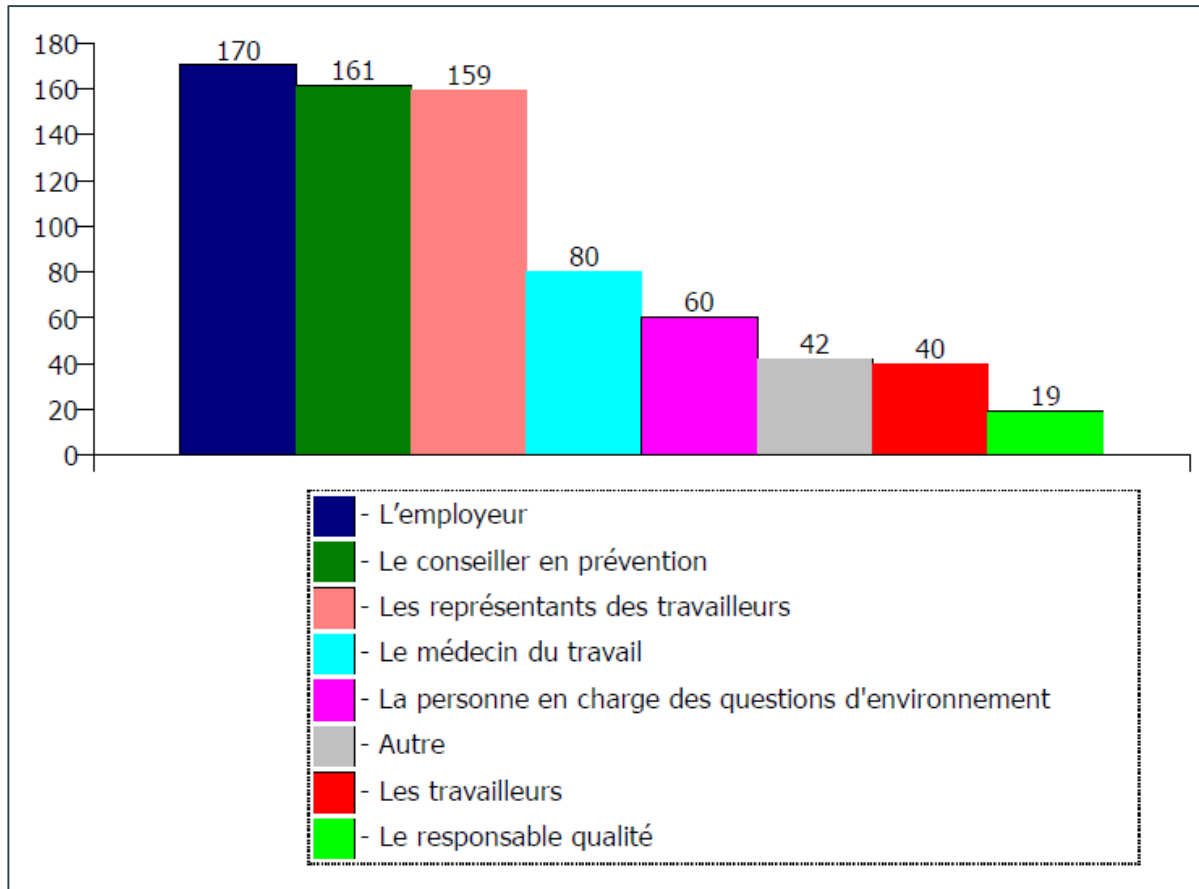
- > Déchets : 1 entreprise sur 2
- > Bruit : 41 % des entreprises
- > Pollution de l'air : 1 entreprise sur 3
- > La mobilité : 1 entreprise sur 4
- > Energie : 1 entreprise sur 5
- > Réglementation : 1 entreprise sur 5

# 1. Sur quels thèmes porte-t-elle ?

## Éléments de conclusion

- > Recoupement entre les thèmes les + fréquents et les priorités politiques en Wallonie (DPR) : déchets, santé (bruit et pollution air), mobilité, énergie et réduction des émissions de CO<sub>2</sub>
- > Sensibiliser davantage sur les thèmes émergents (alimentation durable, biodiversité) et sur les sols

## 2. Quels en sont les acteurs ?



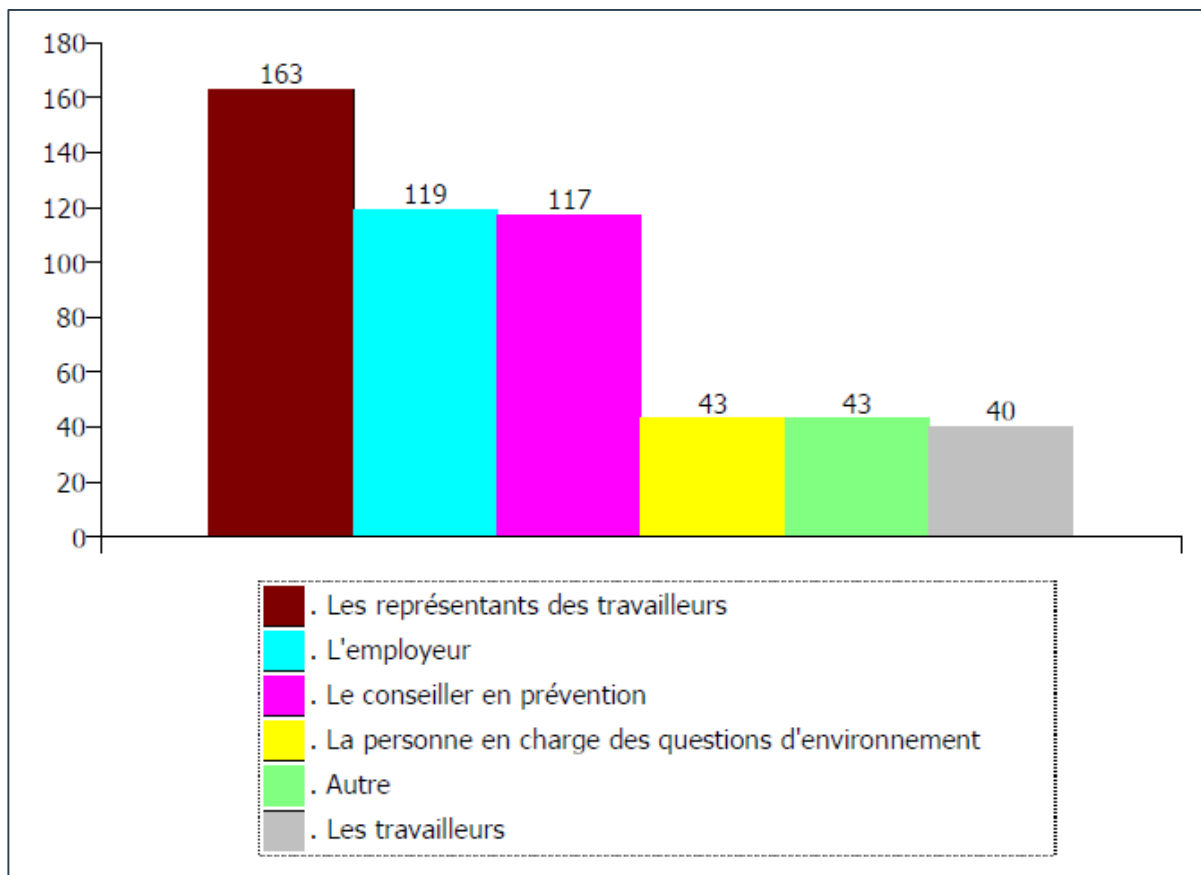
> L'employeur : 71 %

> Le conseiller en prévention : 67 %

> Les représentants des travailleurs :  
67 %



### 3. Qui prend l'initiative ?



- > Les représentants des travailleurs : 2/3 des cas
- > L'employeur : 1/2
- > Le conseiller en prévention : 1/2

#### En présence d'une personne en charge de l'environnement :

- l'employeur : 60 %
- le conseiller en prévention : 65 %
- les délégués : 72 %

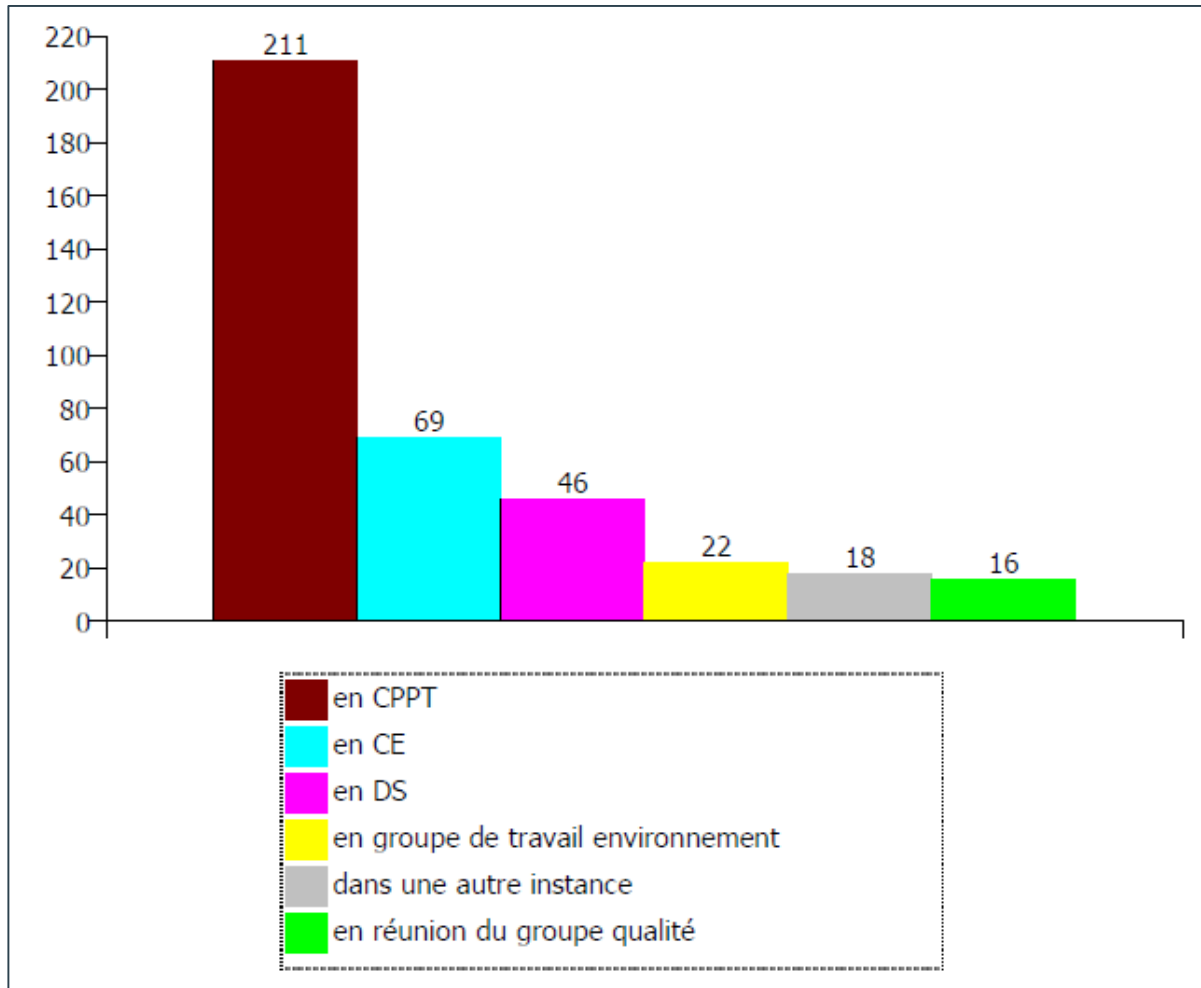
Les délégués élus avant 2016 : plus d'initiatives que les nouveaux élus : 77 % contre 56 %

# 3. Qui prend l'initiative ?

## Éléments de conclusions

- > Rôle moteur des délégués : 2/3 des répondants prennent l'initiative de mettre des points à l'ordre du jour
- > Rôle essentiel d'un conseiller environnement pour dynamiser la concertation sociale
- > Importance des questions d'environnement, même pour les nouveaux élus
- > Importance du soutien des délégués chevronnés

## 4. Où se déroule-t-elle ?



- > Au CPPT dans près de 9 entreprises sur 10
- > Au CE : dans plus d'une entreprise sur 3
- > En DS : dans 1 entreprise sur 5

# 5. A quelle fréquence ?

## > CPPT :

- au moins 1 x/mois : 1/4 des entreprises
- au moins 1 x/trimestre : 1/4 des entreprises
- 1 à 2 x/an : 1/2 des entreprises

**Si présence d'une personne en charge des questions d'environnement :  
concertation au moins 1 x par trimestre dans 2/3 des entreprises**

## > DS : idem

## > CE :

- au moins 1 x/mois : 13 % des entreprises
- au moins 1 x/trimestre : 1/4 des entreprises

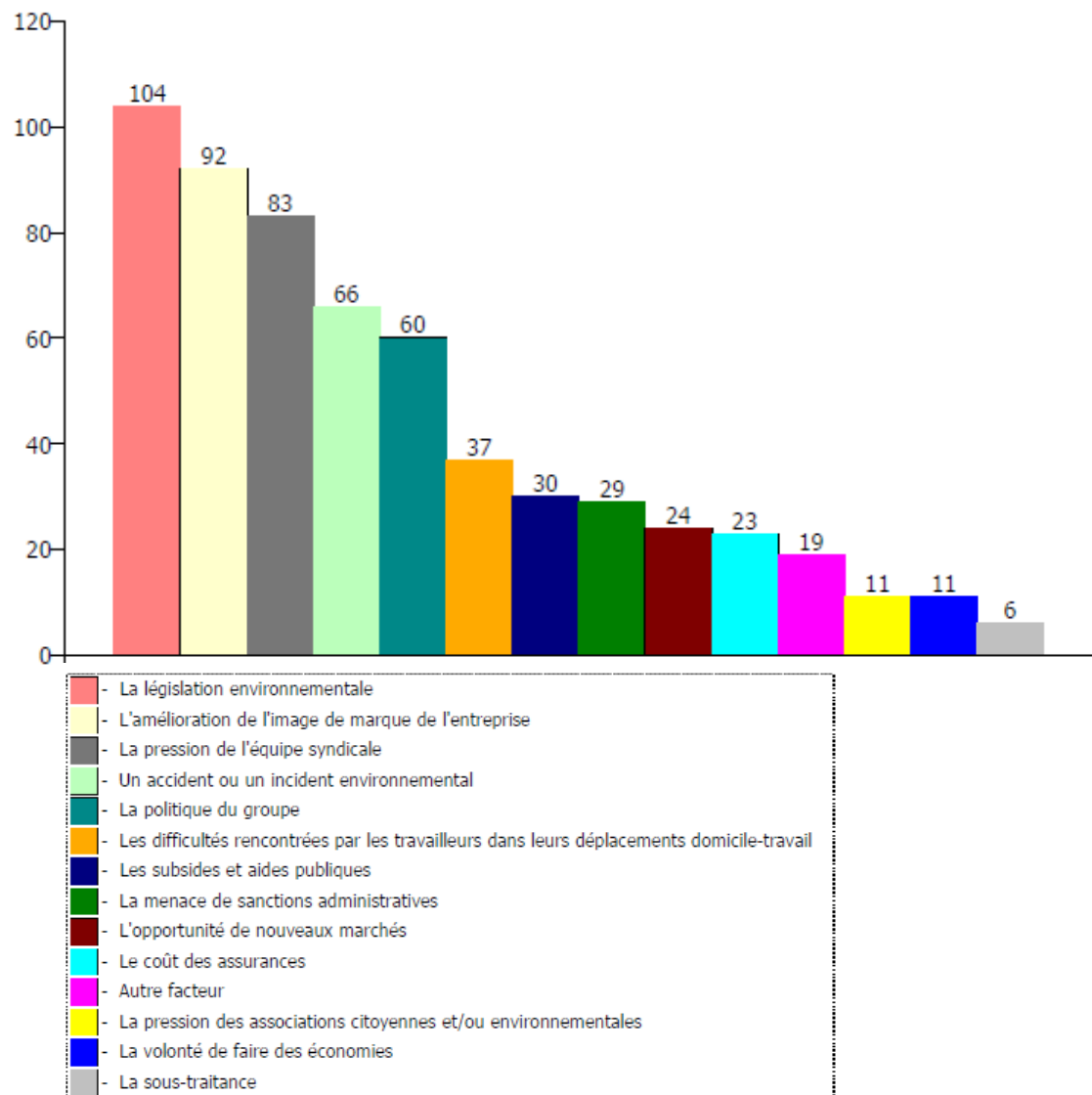
## > 1 à 2 x/an : 61 % des entreprises

# 5. A quelle fréquence ?

## Éléments de conclusion

- > CPPT :
  - concertation mensuelle ou trimestrielle dans la moitié des entreprises
  - 23 % des entreprises ne vont pas plus loin que l'obligation légale
- > CE : pas d'obligation légale d'aborder l'environnement : 37 % des entreprises le font au moins trimestriellement.
- > DS : 50 % des entreprises le font au moins trimestriellement.
- > Potentiel pour augmenter la fréquence de la concertation sur l'environnement et la mobilité
- > Intérêt de fixer des repères temporels dans la législation
- > Intérêt de disposer d'une personne chargée de l'environnement/mobilité : augmentation de la fréquence des discussions

# 6. Les facteurs stimulants



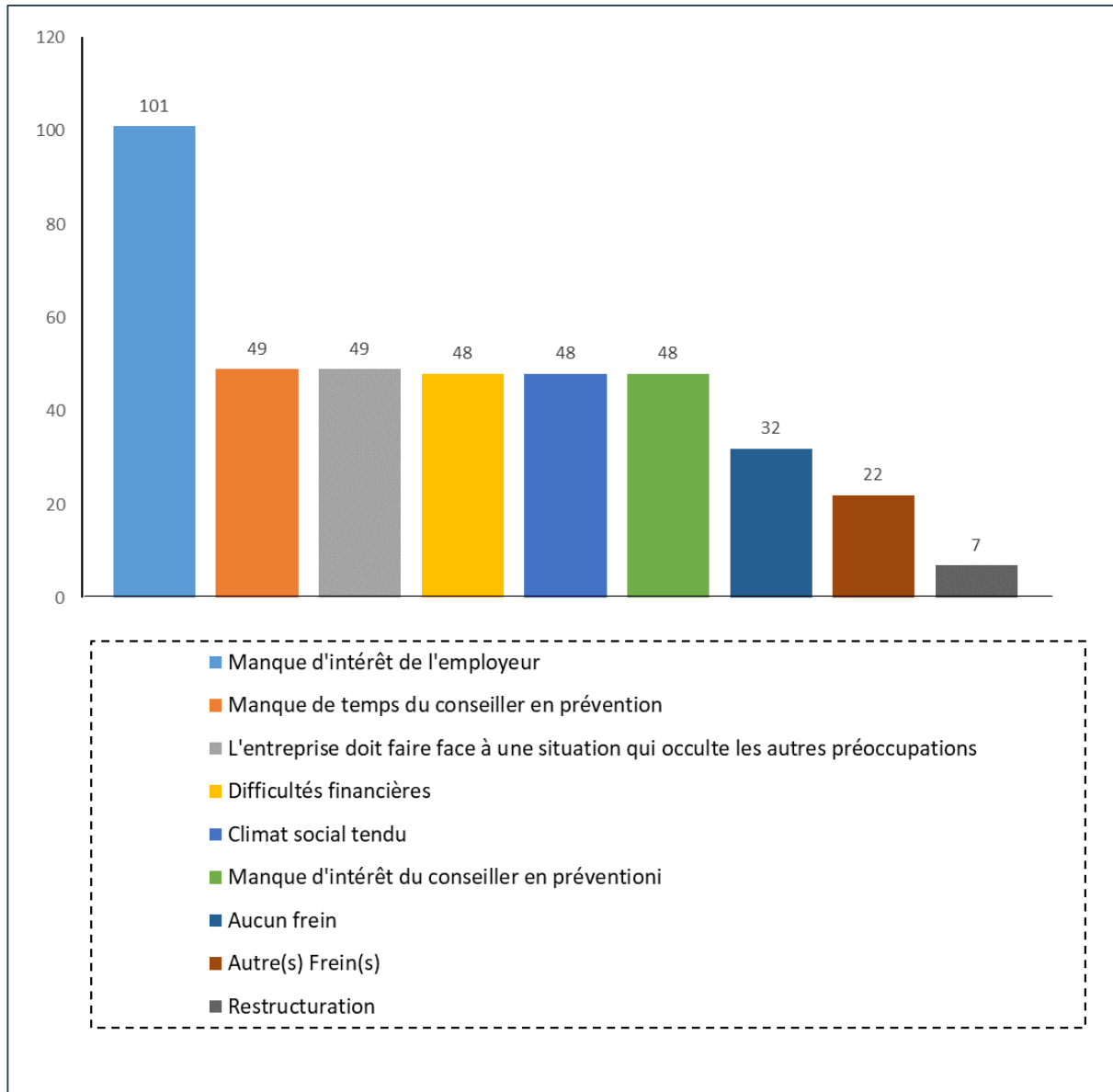
- > Législation environnementale : 44 %
- > Amélioration de l'image de marque : 38 %
- > Pression de l'équipe syndicale : 35 %

# 6. Les facteurs stimulants

## Éléments de conclusion

- > Législation point d'appui important pour les délégués : à renforcer
- > Rôle de l'équipe syndicale :
  - conscience de leur capacité à faire bouger les lignes
  - à renforcer, notamment par la formation
  - image de marque : levier clair

# 7. Les freins



- > Manque d'intérêt de l'employeur :
  - pointé par 42 % des répondants
  - davantage pointé par les petites et moyennes entreprises (50-100 T)
- > Variété de freins : 20 % des répondants :
  - manque d'intérêt du conseiller en prévention : davantage dans les PME (50-100 T) et les grandes entreprises (+ 500 T)
  - manque de temps du conseiller en prévention : davantage dans les grandes entreprises (+ 500 T)
  - difficultés financières : plus la taille de l'entreprise est grande, moins le frein joue
- > 13 % des répondants qui estiment qu'il n'y a **AUCUN** frein



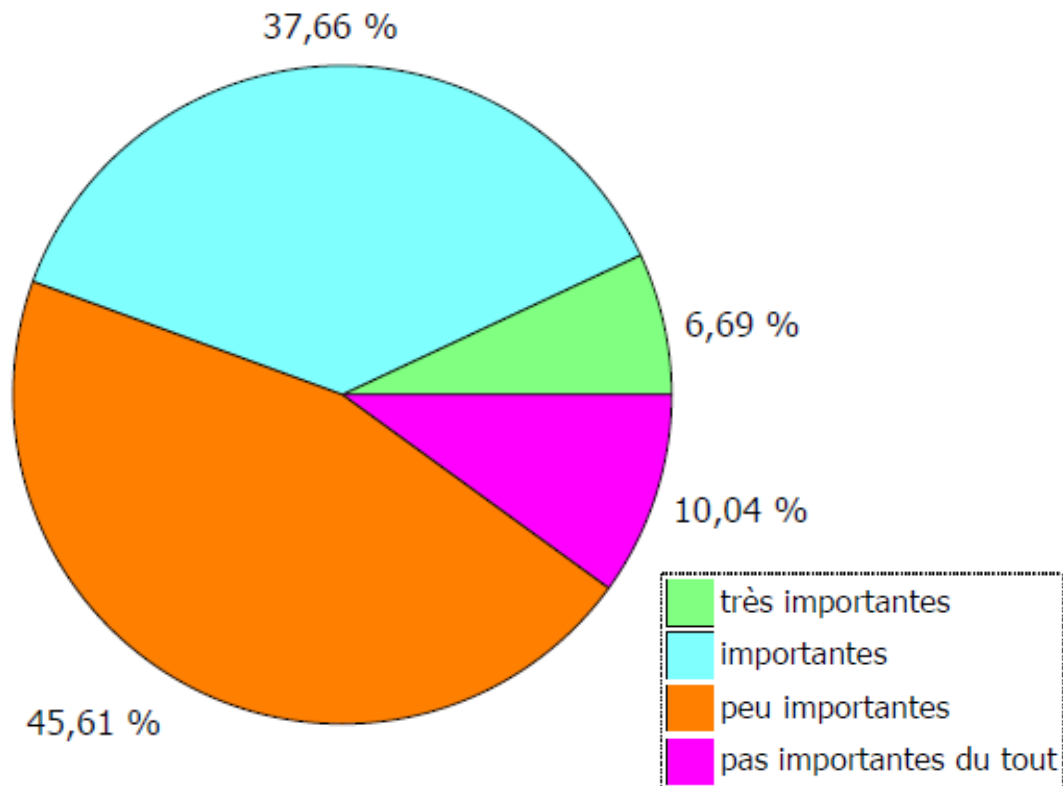
# 7. Les freins

## Éléments de conclusion

- > Nécessité de sensibiliser davantage l'employeur
- > Equipe syndicale : rôle de sensibilisation des acteurs
- > Législation point d'appui important pour la concertation
- > Intérêt pour les entreprises de disposer d'une personne chargée des questions d'environnement pour décharger le conseiller en prévention

# 8. Importance de l'environnement pour l'employeur

| Les questions d'environnement/mobilité sont... | Nb  | %        |
|--|-----|----------|
| très importantes                               | 16  | 6,69 %   |
| importantes                                    | 90  | 37,66 %  |
| peu importantes                                | 109 | 45,61 %  |
| pas importantes du tout                        | 24  | 10,04 %  |
| Total :  | 239 | 100,00 % |



- > 55 % : peu ou pas important
- > 45 % : important ou très importante
- > Forte corrélation entre l'état de santé financière de l'entreprise et l'importance qui semble accordée par l'employeur aux questions d'environnement : quand la santé financière est bonne, les employeurs semblent accorder plus d'importance aux questions d'environnement et de mobilité

# 8. Importance de l'environnement pour l'employeur

Reflet de l'importance accordée aux questions d'environnement et de mobilité par l'employeur dans la fréquence de la concertation

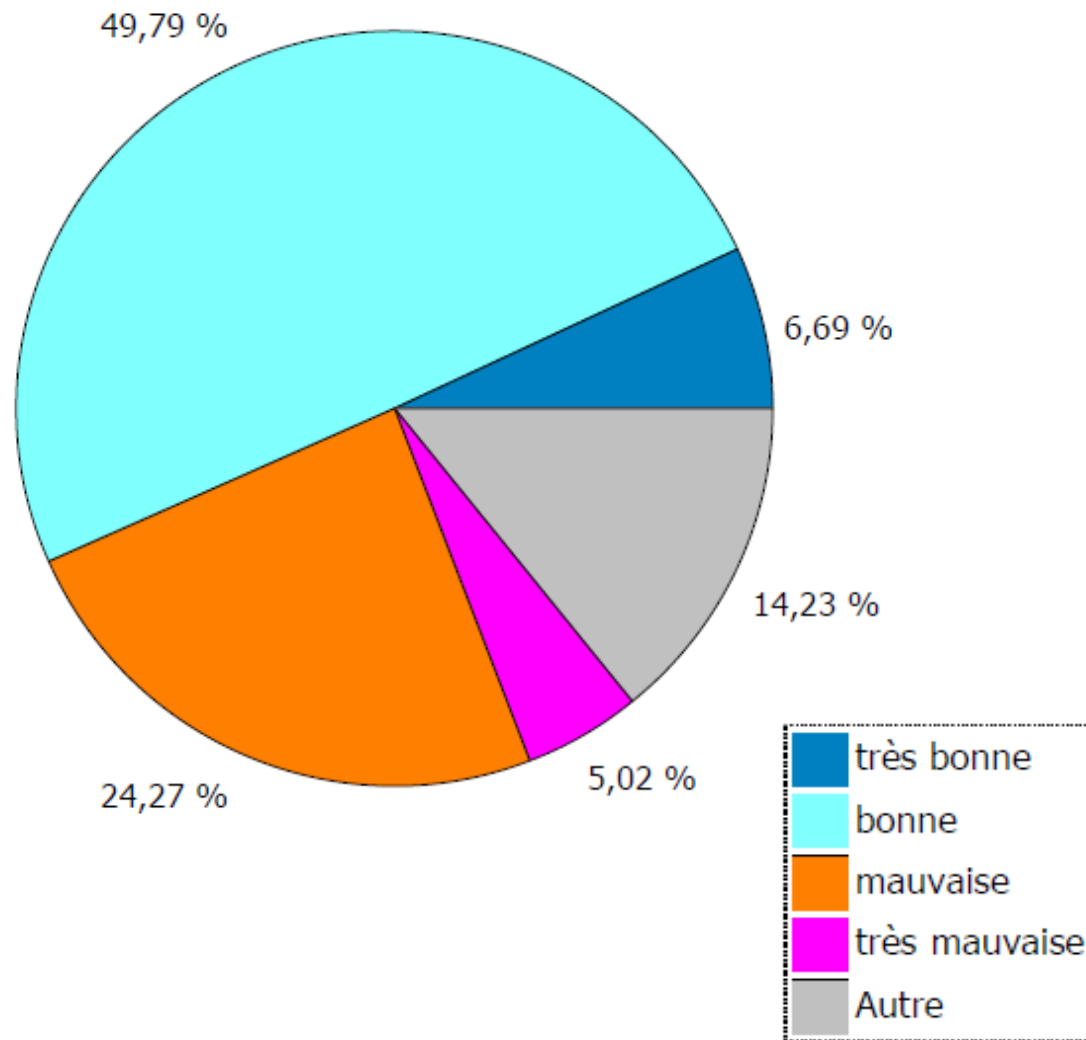
> CPPT :

- **discussion mensuelle** dans les entreprises dirigées par des employeurs pour lesquels ces questions sont importantes/très importantes **dans 70 % des cas**
- **1x/an** dans les entreprises dirigées par des employeurs pour lesquels ces questions sont peu ou pas importantes **dans 86 % des cas**

## Conclusions

- > Rôle capital de l'employeur pour dynamiser la concertation : les patrons convaincus par l'importance de ces questions en parlent davantage
- > Importance de la sensibilisation du monde patronal et de la législation environnementale
- > Intérêt d'instaurer une périodicité de la concertation

# 9. Qualité de la concertation sociale



- > Bonne qualité de la concertation, voire très bonne : 56 % des cas
- > À l'image de la qualité du climat social

# Témoignage

>>> **Christine Silvestre**  
Déléguée CSC chez CHC Heusy

## Future clinique du MontLégia: la CNE réclame une cellule mobilité



La clinique du MontLégia, toujours en cours de construction, prise lors de la journée chantiers ouverts en mai dernier.

En cette semaine de la mobilité en Wallonie, l'équipe syndicale CNE du CHC (Centre Hospitalier Chrétien) invite la direction à mettre en place une cellule mobilité et à désigner un Mobility manager afin de permettre aux 2.200 travailleurs attendus sur le site de la future clinique de Liège d'y accéder dans des conditions optimales.



A l'occasion de la semaine de la mobilité, la CNE vous invite à une balade vélo (durée : environ 2 heures)  
Découvrons le Ravel de la Clinique de l'Espérance jusqu'à la Clinique St Vincent de Rocourt avec un arrêt au Mont-Légia.

Départ : Clinique de l'Espérance  
Quand : le dimanche 08/10/2017 à 10H

A vos vélos...

Renseignements et inscriptions auprès de Nicolas Marchandise  
GSM : 0496/52.50.32



La Libre Belgique/Gazette de Liège

### 2200 travailleurs

Tel est l'effectif attendu sur le site de la future clinique du MontLégia à Liège. En cette semaine de la mobilité, l'équipe syndicale CNE du Centre hospitalier chrétien a invité la direction à mettre en place une cellule mobilité et à désigner un Mobility manager afin de permettre un accès dans des conditions optimales.

## VENEZ VISITER NOTRE STAND MOBILITE

MERCREDI 20/09/2017  
de 6H à 15H30

Bougeons mieux et plus écolo  
Sortons notre vélo  
Covoiturons pour maîtres de poisson



Plus de 2200 travailleurs sont concernés par le prochain regroupement des cliniques St-Joseph, St-Vincent et L'Espérance sur le site du MontLégia. Ce déménagement va avoir un impact sur le trafic, la durée des déplacements, les modes de déplacement, le parking...

# Résultats

>>> **Charline Wandji**, cellule Prepart (BdS/CGSLB)

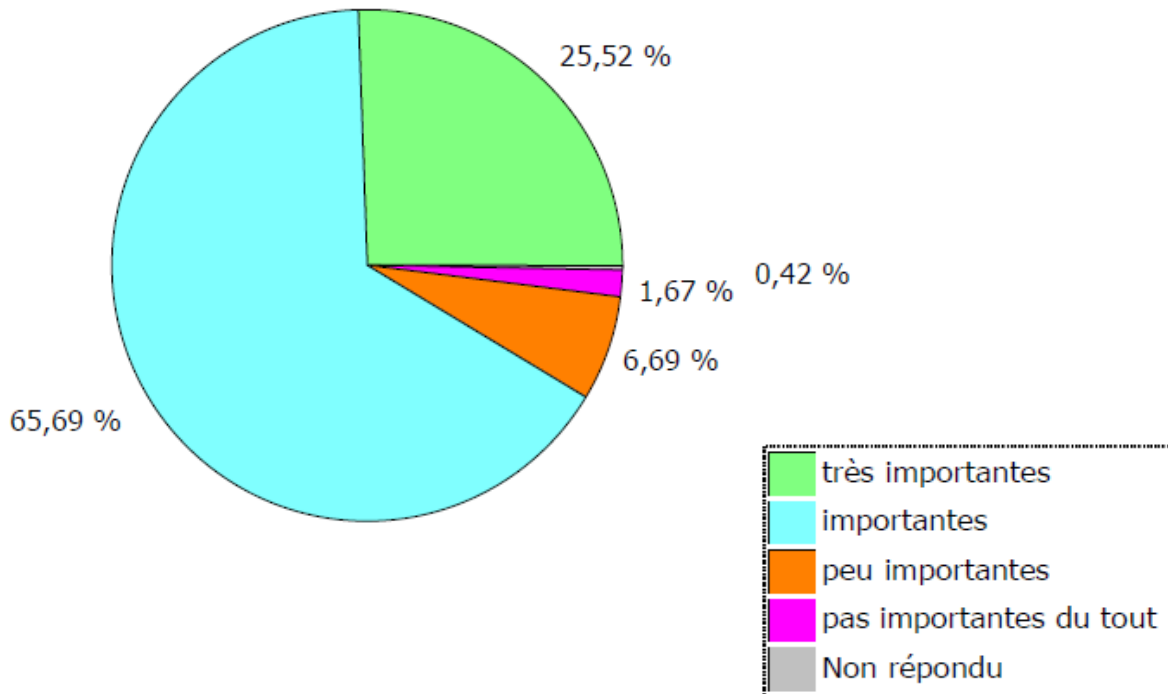
## **Importance, priorités et motivations des délégations en matière d'environnement et de mobilité**

- > L'environnement, la mobilité : importance pour les délégués
- > Priorités en matière d'environnement
- > Motivations à travailler sur les questions d'environnement
- > Priorités des délégués en matière de mobilité
- > Motivations à travailler sur les questions de mobilité
- > **Bonnes pratiques en matière d'environnement et de mobilité**

# 1. L'environnement, la mobilité : importance pour les délégués

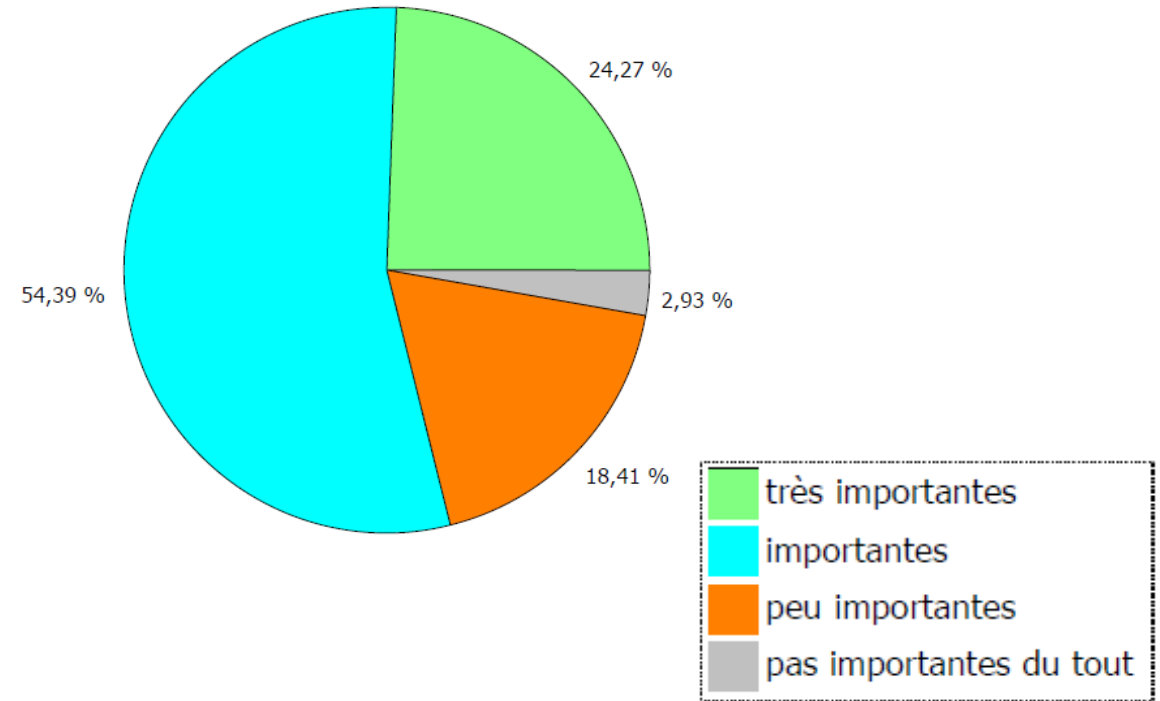
## L'environnement

| Les questions d'environnement/mobilité sont... | Nb  | %        |
|--|-----|----------|
| très importantes                               | 61  | 25,52 %  |
| importantes                                    | 157 | 65,69 %  |
| peu importantes                                | 16  | 6,69 %   |
| pas importantes du tout                        | 4   | 1,67 %   |
| Non répondu                                    | 1   | 0,42 %   |
| Total :  | 239 | 100,00 % |



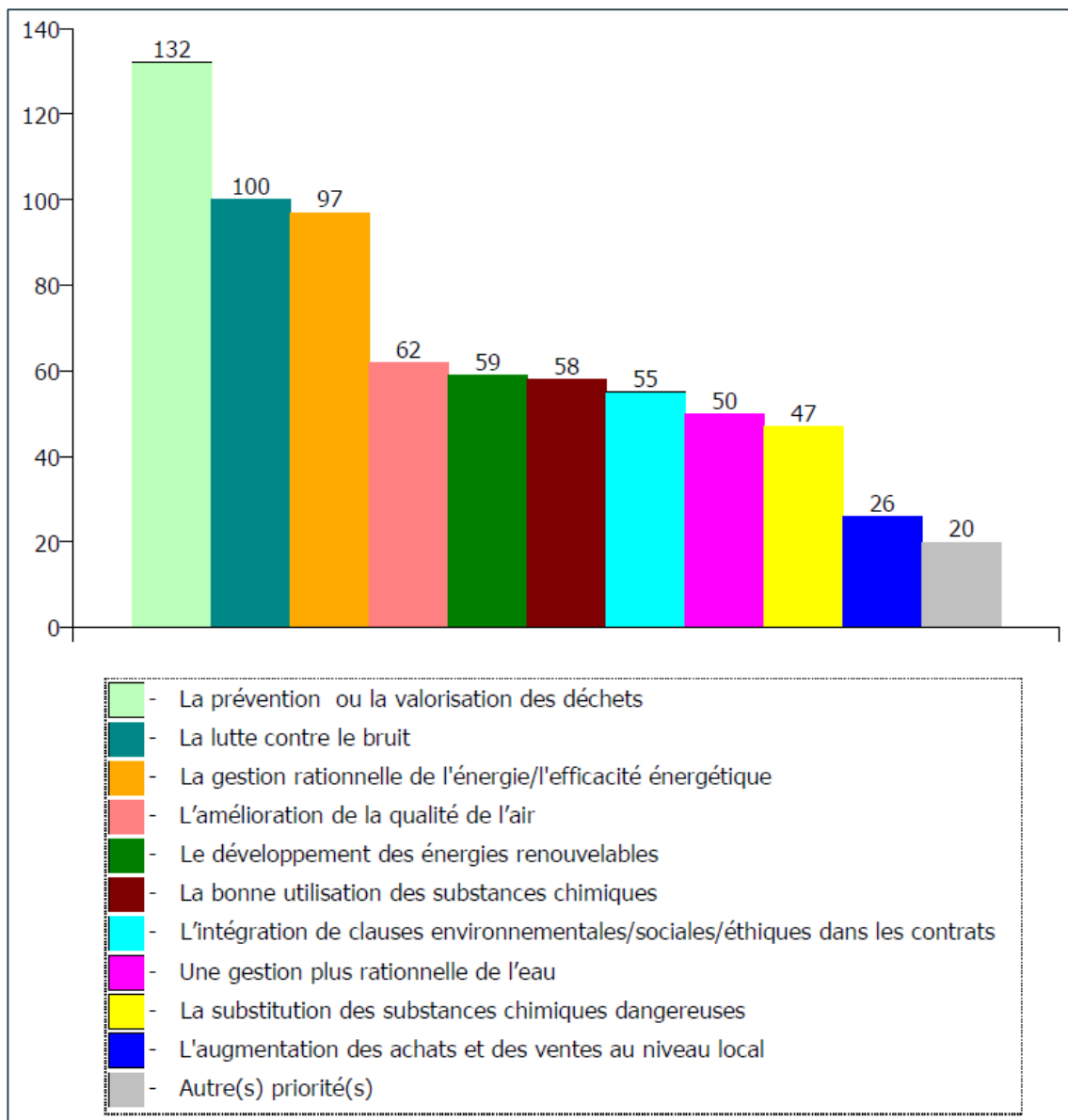
## La mobilité

| Les questions de mobilité sont : | Nb  | %        |
|----------------------------------|-----|----------|
| très importantes                 | 58  | 24,27 %  |
| importantes                      | 130 | 54,39 %  |
| peu importantes                  | 44  | 18,41 %  |
| pas importantes du tout          | 7   | 2,93 %   |
| Total :                          | 239 | 100,00 % |





## 2. Priorités en matière d'environnement



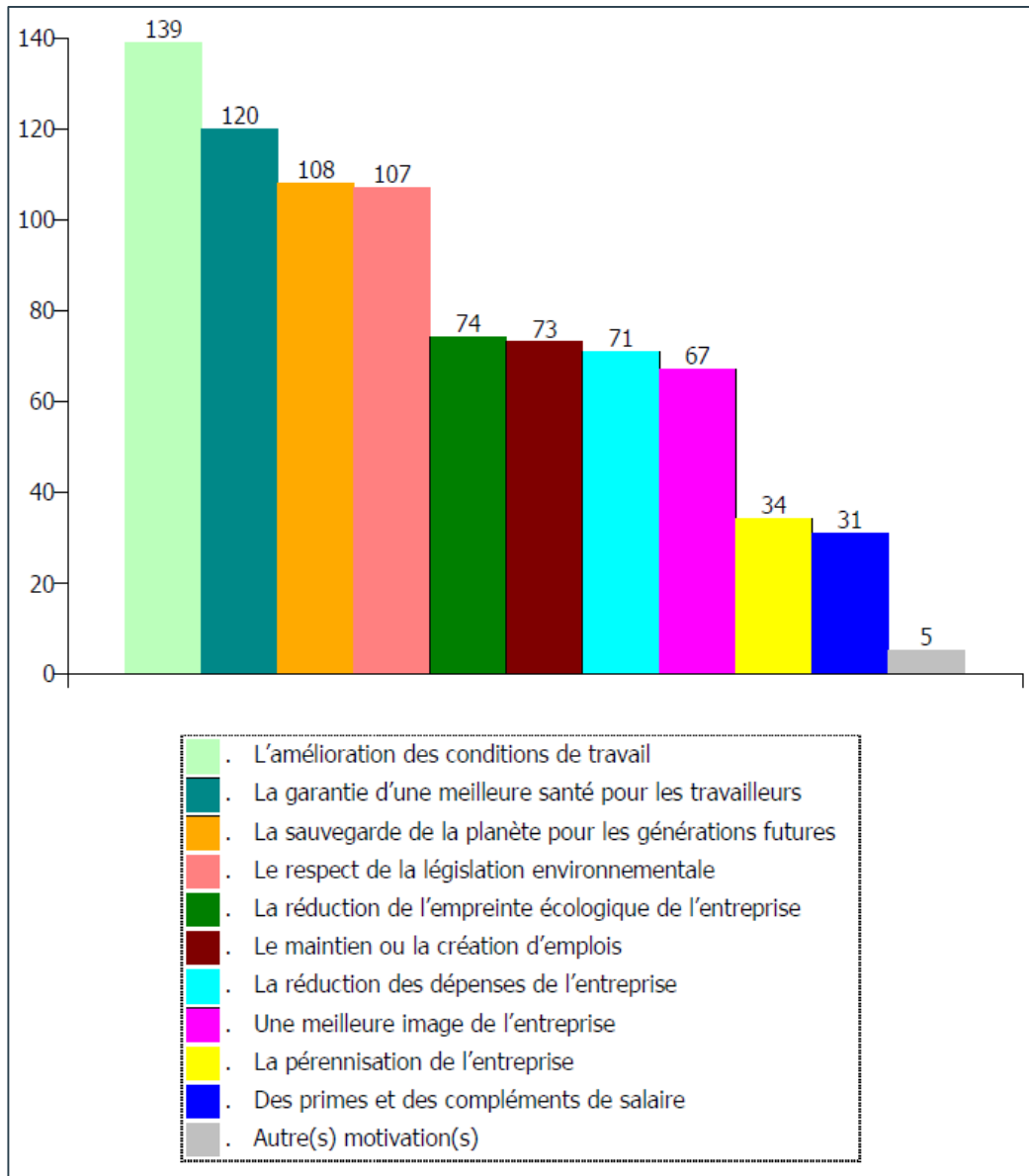
- > La prévention ou valorisation des déchets (55 %)
- > La lutte contre le bruit (41 %)
- > La gestion rationnelle de l'énergie/l'efficacité énergétique (40 %)
- > L'amélioration de la qualité de l'air (25 %)
- > Le développement des énergies renouvelables (25 %)
- > La bonne utilisation des substances chimiques (24 %)

## 2. Priorités en matière d'environnement

### Éléments de conclusion

- > Rapport entre les priorités des délégués, les thèmes fréquents de la concertation et la DPR
- > Rôle moteur des cellules syndicales dans la sensibilisation, en particulier sur les déchets
- > Davantage de concertation sur l'exposition des travailleurs aux pollutions sonores
- > Liens entre environnement interne (législation fédérale) et environnement externe (législation régionale)

# 3. Motivations à travailler sur les questions d'environnement



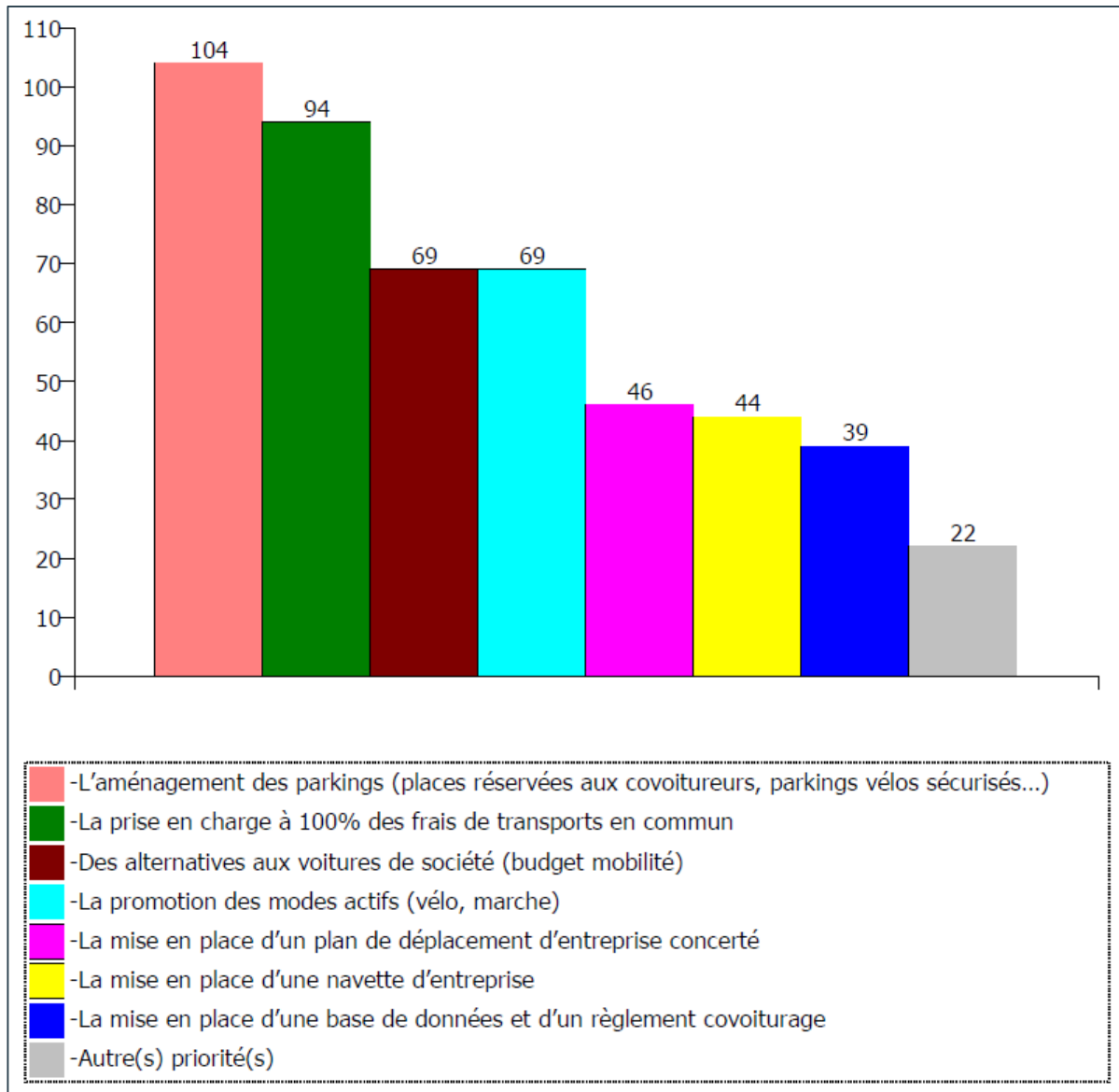
- > L'amélioration des conditions de travail (58 %)
- > La garantie d'une meilleure santé pour les travailleurs (50 %)
- > La sauvegarde de la planète pour les générations futures (45 %)
- > Le respect de la législation environnementale (45 %)

# 3. Motivations à travailler sur les questions d'environnement

## Éléments de conclusion

- > La santé : moteur important dans le travail des délégués
- > Une prise de conscience des enjeux sociétaux : préservation de la planète, empreinte écologique, développement durable...
- > La législation environnementale, élément favorable aux discussions patronat-syndicats et catalyseur de l'action syndicale en environnement

# 4. Priorités des délégués en matière de mobilité



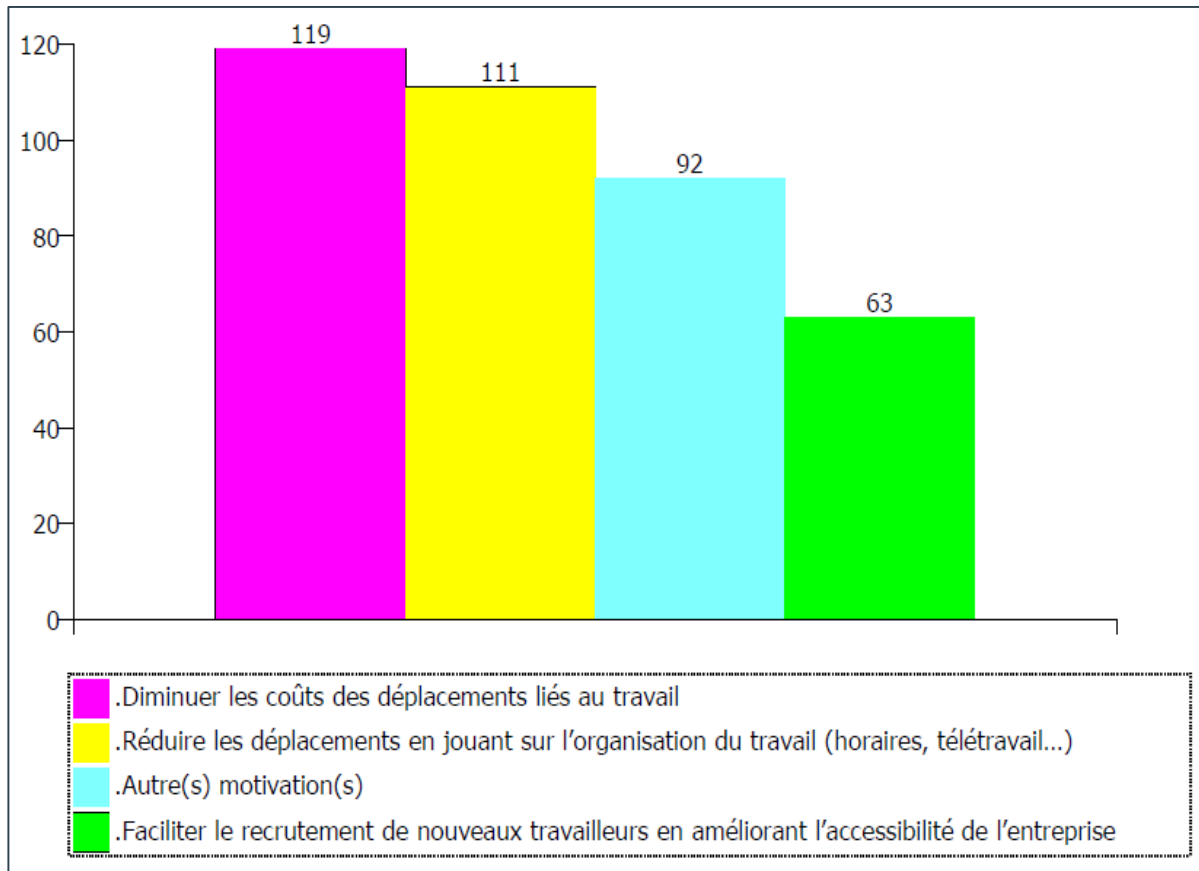
- > L'aménagement des parkings (43,5 %)
- > La prise en charge à 100 % des frais de transport en commun (39,3 %)
- > Des alternatives aux voitures de société (29 %)
- > La promotion des modes actifs comme le vélo ou la marche (29 %)

# 4. Priorités des délégués en matière de mobilité

## Éléments de conclusion

- > Intérêt de donner une réelle ampleur au covoiturage ou aux déplacements en transport en commun
- > Le plan de déplacement d'entreprise pour améliorer la mobilité des travailleurs
- > Un meilleur remboursement des transports en commun encourager un transfert modal

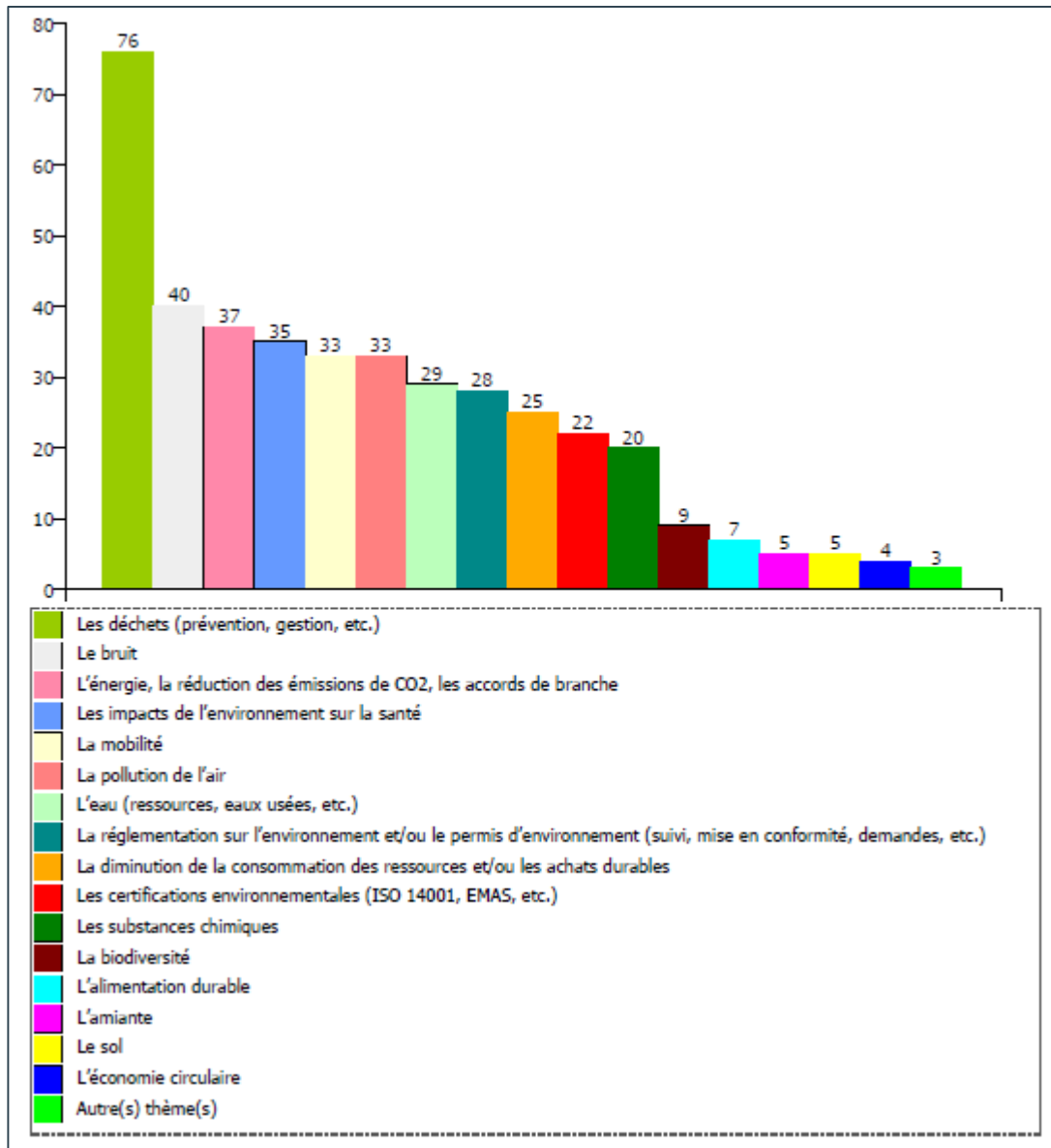
# 5. Motivations à travailler sur les questions de mobilité



## Éléments de conclusion

- > **Accentuer** la concertation autour des aspects économiques et sociaux de la mobilité
- > **Formaliser** les compétences du CPPT sur la mobilité via la législation
- > **Considérer** la présence d'un coordinateur de mobilité

# 6. Bonnes pratiques en matière d'environnement et de mobilité



Des bonnes pratiques existent dans chacun des 17 thèmes proposés :

- > les 6 thèmes les plus récurrents sont présents dans les agendas des CPPT des 12 derniers mois
- > les 3 premiers thèmes correspondent également aux trois premières priorités environnementales des délégués
- > 46 % des délégations sont prêtes à partager ces bonnes pratiques
- > la présence d'une personne en charge de l'environnement favorise la présence et le partage des bonnes pratiques



# Témoignage

>>> **Jean-Louis Clette**  
Délégué CGSLB chez AXA

# Durabilité au travail

Les syndicats peuvent jouer un rôle important dans la politique environnementale d'une entreprise.

# Environnement et mobilité

De plus en plus d'entreprises font de l'environnement leur priorité. Et Jean-Louis Clette démontre que les syndicats ont aussi leur rôle à jouer. En tant que « délégué mobilité », il est le moteur de plusieurs projets liés à l'environnement chez AXA Bruxelles.



« Les délégués se battent aussi pour la durabilité dans leur entreprise »

que permanent CGSLB. « Avant, je siégeais au CE, mais mon mandat actuel au CPPT me convient plus particulièrement. Je suis très motivé par le bien-être, et l'environnement en fait partie. » Auparavant, l'environnement n'était certainement pas une priorité pour les représentants syndicaux. Mais aujourd'hui, l'écologie figure au cœur des préoccupations de notre société, et les syndicats prennent aussi leurs responsabilités. « Depuis 2000, de nombreux incitants et obligations écologiques ont fait leur apparition dans les entreprises. Et cela joue aussi un rôle. »

**Le commerce équitable rapporte**  
Jean-Louis peut s'enorgueillir de la nouvelle politique de commerce équitable en vigueur chez AXA Bruxelles. « Depuis 2009, toutes les machines à café proposent uniquement du café issu du commerce équitable. Nous avons pu l'obtenir lors des renégociations des contrats concernant les distributeurs automatiques. De plus, il y a aussi plusieurs snacks fair trade dans les distributeurs et on trouve des fruits fair trade à la cantine. Au début, il y avait une certaine réticence parce que ces produits sont un peu plus chers. Mais nous y sommes arrivés parce que le commerce équitable est un principe défendable, qui rétribue valablement les producteurs. » Tous les efforts produisent des résultats : à la surprise générale, AXA Belgium (avec ses 6000 collaborateurs) a été désignée par Max Havelaar comme le plus grand utilisateur de produits fair trade du Benelux. « Le management n'a pas eu d'hésitation à signaler que l'initiative provenait du syndicat. Voilà un beau geste qui démontre que le dialogue peut toujours produire de jolies choses. »

# Conclusions

>>> **Julie Rigo**, cellules RISE et Mobilité (CEPAG/FGTB)

# Conclusions

- > Concertation sociale sur l'environnement et la mobilité : réalité dans près de 90 % des entreprises wallonnes de plus de 50 travailleurs
- > CPPT : lieu privilégié
- > Rôle d'impulsion des délégués syndicaux dans la prise en charge des problématiques d'environnement et de mobilité dans ces entreprises
- > Pour plus de 9 délégués sur 10 : les questions d'environnement importantes ou très importantes (8/10 pour la mobilité)
- > Importance de soutenir l'action des délégués dans les entreprises
- > Fréquence :
  - mensuelle (25 %), trimestrielle (25 %)
  - à soutenir par des repères temporels dans la législation

# Conclusions

- > Influence marquante d'une personne chargée des questions d'environnement tant sur la prise d'initiatives des principaux acteurs de la concertation que sur la fréquence : à encourager voire à généraliser
- > Influence décisive de la législation environnementale : incite et structure la concertation : conférer droits supplémentaires aux délégués ? Exemples : l'énergie, la mobilité
- > Soutien des politiques environnementales/des priorités politiques wallonnes à travers :
  - la concertation
  - les priorités des représentants des travailleurs
- > Importance des conventions qui nous lient à la Région pour permettre ce soutien aux délégués qui agissent dans les entreprises pour améliorer l'environnement et travailler à une mobilité plus durable.

# Réactions des experts

- >>> **Samuel Saelens**, conseiller au département Environnement de l'Union Wallonne des Entreprises (UWE)
- >>> **Pierre Courbe**, chargé de mission chez Inter-Environnement Wallonie (IEW)
- >>> **Luc Simar**, secrétaire général adjoint du Conseil économique et social de la Wallonie (CESW)
- >>> **Philippe Lorent**, attaché délégué au Service Public de Wallonie DGO2 – planification de la mobilité
- >>> **Benjamin Denis**, conseiller politique à la Confédération européenne des Syndicats (CES)
- >>> **Tom Bauler**, chercheur à l'Institut de Gestion de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire (IGEAT-ULB)

# Débat

>>> **La parole est à vous**

CEPAG



CELLULE MOBILITÉ FGFB



Avec le soutien de la Wallonie

21

NOV

2017

Merci de votre attention

